

rendu des chiffres pour prouver que le pourcentage de notre expansion industrielle s'est accru dans d'autres domaines, tandis qu'aujourd'hui l'agriculture ne se mérite qu'à peu près la moitié du produit national brut. En fait, le nombre de ceux qui tirent leur subsistance de l'agriculture a beaucoup diminué par suite de la mécanisation et d'autres perfectionnements. Et cela tend à faire douter quelques-uns de l'importance de l'agriculture.

Un député a employé cet après-midi une expression que plusieurs d'entre nous emploient parfois. Il a dit que l'agriculture est le pilier de la prospérité du Canada. Nous avons employé cette expression dans le passé et quelques-uns doutent que ce soit bien le cas. En fait, à voir le changement qui s'est produit dans ce domaine de notre prospérité, on serait porté à croire que le pilier est à peu près écroulé. L'expansion industrielle de notre pays et le nombre des employés de l'industrie et du commerce s'étendent tellement plus que dans le cas de l'agriculture. Ceux qui vivent de l'agriculture, je le répète, sont maintenant moins nombreux. Mais je crois que le Gouvernement, ainsi que certaines gens dont j'ai parlé, semble avoir laissé le sort de l'agriculture au petit bonheur. On a essayé des dons ici et des dons là, des subventions et la fixation des cours, et on a tenté de trouver une solution mais en semblant plus ou moins se dire que tout irait bien, que l'agriculture soit prospère ou non.

Et nous commençons maintenant à en observer les répercussions. Nous voyons maintenant qu'il y a déjà bien des chômeurs et beaucoup de personnes en quête d'un autre emploi, qu'on les compte ou non pour des chômeurs complets. Pourquoi? A cause de la baisse du pouvoir d'achat du cultivateur canadien. Ce printemps, les ventes de tracteurs agricoles ont beaucoup diminué dans les petites villes et villages canadiens. Les honorables députés entendront les vendeurs de tracteurs de leurs circonscriptions respectives se plaindre qu'ils ne vendent pas un seul tracteur là où ils en vendaient dix l'an dernier. En réalité, la proportion est encore plus défavorable dans certaines régions, si bien que le prix du lourd cheval de trait a augmenté car les cultivateurs ne peuvent faire réparer leurs tracteurs ou en acheter de neufs. C'est ce qui arrive dans plusieurs régions.

Je soutiens que nous semblons négliger l'importance de programmes nationaux solides à l'égard de l'agriculture. S'il est vrai que la prospérité de l'agriculture influe sur l'ensemble de notre économie nationale, de même les programmes fiscaux et nationaux du Gouvernement au pouvoir ont leurs répercussions sur l'agriculture. Ce dont l'agriculture cana-

dienne a le plus besoin, et on l'oublie souvent, c'est d'un plus grand nombre de débouchés au Canada même. Rien ne saurait plus favoriser les cultivateurs canadiens que l'expansion de nos marchés nationaux; le marché dans votre propre région, monsieur le président, dans la région d'Orillia, les marchés dans nos propres comtés, dans les environs de Kitchener, Waterloo, London, Québec, Trois-Rivières, Brandon, Lethbridge, Vancouver et partout ailleurs.

Ces marchés ont toujours constitué nos meilleurs débouchés. Cet après-midi, le ministre a dit qu'il n'irait pas dire aux cultivateurs de produire telle ou telle chose tout simplement parce que nous avons de trop fortes quantités de certains produits que nous ne pouvons vendre. Je me souviens qu'il a déclaré aux gens à London, il y a quelques années, d'acheter un plus grand nombre de truies et de produire plus de porcs. Ils ont produit tellement de porcs qu'en moins de deux ans ils ne savaient qu'en faire. Il a appris sa leçon. Un homme qui s'occupe de politique depuis aussi longtemps que lui et moi a certes appris des choses, même si dans ces deux cas les connaissances puissent être restreintes.

J'en conviens, mais je soutiens que le Gouvernement n'a jamais eu un bon programme fiscal. Il est au pouvoir depuis si longtemps qu'il ne voit pas la nécessité d'élaborer de bons programmes. Il s'est emparé du pouvoir il y a plusieurs années, mais il l'a aussi perdu après avoir perdu nos marchés mondiaux. Le ministre de l'Agriculture et son ami, le ministre du Commerce, s'occupent de politique depuis longtemps, mais s'ils ne font plus de politique après les prochaines élections, ils feraient mieux de ne pas se faire commerçants de beurre et d'œufs.

Le ministre de l'Agriculture déclarera qu'il a garanti le prix du beurre et que nous n'en avons pas de trop gros stocks, mais nous n'avons jamais eu autant de beurre qu'en ce moment. Nous avons plus de blé que nous n'en avons jamais eu auparavant sauf en une occasion; nos excédents de ces produits augmentent. Nous avons à peu près perdu nos débouchés mondiaux pour ces produits.

J'ai entendu pendant plusieurs années les réprimandes, moqueries et grondements du parti libéral à propos de la politique fiscale. Le Gouvernement nous dit que nous devons vendre si nous voulons acheter. Eh bien, j'ai vu ce même parti vendre aux États-Unis depuis plus d'un quart de siècle des quantités de plus en plus fortes de produits dont ils ont eux-mêmes de forts excédents.

Le Gouvernement a encouragé cette façon de procéder. Je l'ai vu à l'œuvre pendant plusieurs années et auparavant j'en avais entendu parler. Nous avons acheté de moins